

Saisine 3 : Nous sommes ici interrogés par le père d'une fillette âgée de 9 ans, accompagnée en musicothérapie par un musicothérapeute affilié à la FFM. Il semblerait que ce professionnel ait réalisé un témoignage en justice au mois d'octobre 2019. Témoignage, qui semblerait lui aussi, avoir été demandé exclusivement par la mère de la fillette. Le père n'en aurait eu connaissance que lors du jugement dans le but, selon lui d'obtenir la garde exclusive de leurs enfants.

Dans la saisine de ce père, il est précisé ceci « Par requête auprès du Juge aux Affaires Familiales, la mère de ma fille a utilisé ce témoignage en justice en instrumentalisant le cadre de la musicothérapie et donc d'un soin. Or, le code de déontologie de la Fédération Française de Musicothérapie prévoit la confidentialité du soin, celui-ci étant couvert par le secret professionnel (article 6) sauf si le musicothérapeute est saisi par la Justice, dans le cadre de la protection de l'enfance, ce qui n'est pas le cas ici. Je subis un préjudice de ce témoignage fait à mon insu. Je peux aussi estimer que la confiance entre le musicothérapeute et les deux parents est rompue, puisqu'il y a rupture d'égalité de traitement entre les deux parents. »

Voici les points questionnés par cette personne et les questions soulevées : « Le manquement au code de déontologie est-il établi selon vous ? Quels sont mes droits pour faire valoir mon préjudice ? Dois-je demander l'arrêt de la musicothérapie ? En tant que musicothérapeute, ce professionnel est-il habilité à témoigner en justice à la demande de la mère de ma fille ? »

Éclairage du COEP

Cette question semble plus déontologique qu'éthique. Il faut alors se référer au code de déontologie et il faudrait interroger l'instance qui est le garant du respect de la déontologie de la profession de musicothérapeute. À défaut de l'existence d'un ordre des musicothérapeutes à l'heure actuelle, il semblerait que ce soit le conseil d'administration de la Fédération Française de Musicothérapie qui soit le garant de ce code. Quoiqu'il en soit, il est évident que le musicothérapeute est tenu au respect du secret professionnel.

D'après le code de déontologie du musicothérapeute, « le musicothérapeute protège la confidentialité absolue de l'information recueillie au cours du traitement » (article 6 du code de déontologie) exceptées « les informations concernant des mineurs, dans le cadre légal de la protection de l'enfance et sur demande formelle de la justice » (alinéa 6.2.2 du code de déontologie). Avant la mise en place d'un suivi, « une explicitation de la nature confidentielle de la thérapie et, dans le cas d'un mineur, des limites de cette confidentialité prévues par la loi sur la protection de l'enfance. » (article 4, alinéa 4.3.4 du code de déontologie) doit être apportée aux représentants légaux de l'enfant concerné.

Avis du COEP

Au regard des données en notre possession, il semblerait que certaines closes du code de déontologie du musicothérapeute ne soient pas respectées totalement ou partiellement. À ce jour, nous sommes amenés à considérer qu'il n'est pas du ressort du Comité d'Orientation et d'Éthique Professionnelle d'agir, bien qu'étant



une entité à part entière de la Fédération Française de Musicothérapie. En effet, il est nécessaire de rappeler le rôle consultatif et non imposable de ce comité. La saisine sera donc transmise, après accord du requérant, au conseil d'administration de la Fédération Française de Musicothérapie afin d'évaluer et d'acter le manquement à la déontologie si il y a lieu (article 8 du code de déontologie) et d'en définir les modalités.

À Lons-le-Saunier, le vendredi 3 juillet 2020

Émilie TROMEUR-NAVARESI, coordinatrice

Pour le Comité d'Orientation et d'Éthique Professionnelle de la Fédération Française de Musicothérapie

Présent(s) : R. Aubry, É. Lecourt et É. Tromeur-Navaresi

Excusé(s) : J-P. Blayac, J-M. Guiraud-Caladou

